

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Henri-Kissinger-continue-a-faire-impunement-de-l-Intelligence-en-Amerique-du-sud>

Henri Kissinger continue à faire impunément de l'Intelligence en Amérique du sud

- Notre Amérique -
Date de mise en ligne : mercredi 15 décembre 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés



Kissinger et son partenaire Thomas McLarty, avec un cabinet juridique qui compte parmi ses membres des ex-ambassadeurs, ont monté depuis Miami un réseau de protection qui soutient les auteurs de la dernière répression violente en Bolivie, en conspirant par ailleurs pour imposer la livraison du gaz naturel au Chili comme l'exigent les multinationales. Ce même groupe promeut le retour du banzerista Jorge 'Tuto' Quiroga.

Une cercle de banquiers groupés dans le « **Council on Foreign Relations** » (CFR), un centre de recherches pseudo universitaire monté par la CIA sous la couverture du « [Center for Strategic & International Studies](#) » (CSIS), un groupe de pression de chefs d'entreprise membres de l'extrême droite « [Florida Free Trade Area of Américas](#) » (Floride FTAA) qui essaye de transformer Miami en siège mondial de l'ALCA, un institut pour le "[Dialogue Interaméricain](#)" qui donne une couverture à l'affaire en organisant des séminaires de haut niveau international, et un cabinet juridique puissant, le « [Steel Hector & Davis](#) », qui compte parmi ses membres une dizaine d'ex-ambassadeurs américains dans des pays d'Amérique latine ; tout ceci sous le parrainage direct de l'ex secrétaire d'Etat Henry Kissinger et du politicien -chef d'entreprise- Thomas McLarty, forme le réseau de protection qui prétend empêcher l'extradition de Gonzalo Sánchez de Lozada et de son ex-ministre Carlos Sánchez Berzaín afin qu'ils rendent des comptes devant la justice bolivienne, pour les crimes politiques et économiques qu'ils ont commis pendant le régime tombé en octobre 2003.

Le consortium « **Kissinger McLarty Inc.** » c'est en outre le groupe de lobby plus important d'Etats-Unis, il opère en favorisant la concrétisation d'intérêts des multinationales dans le monde entier, et compte aujourd'hui parmi ses premiers clients les compagnies pétrolières de Sempra Energy et Pacific LNG, qui font pression pour obtenir le gaz naturel de la Bolivie depuis un port chilien.

Rocha, avocat pétrolier

Le coordinateur central dans cette double stratégie - garantir l'impunité à la répression violente d'octobre et imposer à tout prix le transfert du gaz bolivien vers le Chili (en favorisant en outre le retour de Jorge 'Tuto' Quiroga à la Présidence de la Bolivie) -, c'est l'ex-ambassadeur à La Paz, Manuel Rocha, qui, après avoir été prématurément mis à la retraite de sa carrière diplomatique, a rejoint le groupe d'avocats de la société 'Steel Hector et Davis LLP'.

Rocha remplit aussi des fonctions de « conseiller international » sur le terrorisme et sur le « projet » de transition de Cuba au service du consortium « Kissinger Mc Larchy Inc. » qui a un siège à New York.

Selon les sources dont El Nuevo Herald de Cochabamba dispose en Floride, l'ex-ambassadeur a ouvert ses bureaux dans la suite 4000 de South Biscayne Boulevard à Miami, en tant qu'avocat associé de « Steel Hector & Davis » en novembre 2002, peu de temps après s'être retiré de sa mission diplomatique de La Paz. On sait aussi qu'après s'être enfui de Bolivie en octobre de l'an dernier, l'ex- ministre Sánchez Berzaín a été invité par Manuel

Rocha pour travailler dans ce cabinet juridique de Miami comme 'conseiller externe'.

L'ex-ambassadeur est arrivé à devenir, parmi les 200 avocats que compte 'Steel Hector & Davis', un des principaux spécialistes des dossiers pétroliers. En juillet 2003 Manuel Rocha, en tant qu'avocat de ce cabinet, a été envoyé en République Dominicaine (pays dans lequel il avait aussi rempli une mission diplomatique au début des années 90) pour promouvoir 'la fin des cartels pétroliers étatiques' dans le cadre des traités de Libre Commerce.

Une étude d'ex-ambassadeurs

La stratégie de 'Steel Hector & Davis' pour atteindre l'efficacité requise par ses clients multinationaux est d'inclure à son personnel d'experts des ex-ambassadeurs américains qui ont été en mission dans des pays d'Amérique latine. De fait, en juillet de cette année, fut engagée comme conseiller juridique de cette société madame Donna Hrinak, après avoir été ambassadeur dans plusieurs pays producteurs de pétrole comme la Bolivie, le Venezuela et le Brésil.

Outre Manuel Rocha et Donna Hrinak, 'Steel Hector & Davis' a comme membres pas moins d'une dizaine d'ex-ambassadeurs, parmi lesquels figurent, par exemple, les noms de José Klock Jr., Paul Valdez-Fauli, Alejandro Peña Prieto et Carlos Stroeter, ainsi que d'autres ex fonctionnaires du Département d'État qui ont assumé des tâches diplomatiques dans plusieurs pays latino-américains.

Actuellement '*Steel Hector*' a des liens des cabinets associés à Buenos Aires, Caracas, Key West, Londres, Miami, Rio de Janeiro, Saint-Domingue, Sao Paulo, Tallahassee, Tel-Aviv et West Palm Beach, villes où le cabinet défend les intérêts de clients de la taille de Telecom, Sempra, Betchtel, Repsol, de Bauxilium-Pechinet, ou de groupes bancaires comme le Citibank, Barclay's et la Banque Internationale de Miami, parmi beaucoup d'autres.

La section argentine est la plus récente de ce consortium. 'Steel Hector' a inauguré son bureau de Buenos Aires en juillet 2002 en s'associant avec l'étude de la famille Bunge, en coordination avec l'ex-diplomate Valdez-Fauli comme garant depuis Miami.

Il devait ultérieurement ouvrir une agence en Bolivie, en union avec l'étude "Sánchez Berzaín Asociés" de Cochabamba ; mais la crise d'octobre a empêché ce plan qui devait être coordonné par Manuel Rocha.

Kissinger, le seigneur des anneaux

Le cabinet des ex-ambassadeurs est seulement un écrou dans le monstrueux engrainage monté depuis les sommets de l'empire 'Kissinger McLarty'.

Henry Kissinger, promoteur de la guerre du Vietman et célèbre pour son influence dans le virage de la Chine communiste vers l'économie de libre marché, alors qu'il était Secrétaire d'État dans les gouvernements de Richard Nixon et Gerald Ford, a converti son prestige diplomatique international, ce qui lui a valu jusqu'au Prix Nobel de La Paix, soit une affaire succulente.

Son environnement immédiat est formé par le 'Council on Foreign Relations' (CFR), un cartel de banquiers conduit par le financier Alan Greenspan. Le CFR, comme le raconte son apologiste Noah Hutchings http://www.cephasministry.com/nwo_CFR_apostles.html, est apparu durant les années 40 en tant que groupe de pression pour influencer les décisions de l'ONU naissante après la Seconde Guerre Mondiale. Actuellement, le CFR a une agence spéciale pour « s'occuper et contrôler » les conflits potentiels dans la zone andine, dont se charge des experts en affaires militaires, Richard Haas y Julia Sweig, qui effectuent aujourd'hui des

opérations de relations publiques en faveur de l'ex-président bolivien Gonzalo Sánchez de Lozada.

Pendant les années 80 et 90, Kissinger, toujours soutenu par le CFR, a été impliqué dans plusieurs scandales financiers comme le cas de la faillite frauduleuse du BCCI, une banque qui était sous le coup d'une enquête pour blanchiment d'argent et dont les répercussions sont arrivées jusqu'en Bolivie en provoquant la fermeture de la autrefois prestigieuse 'Banque Bolivienne Américaine' (BBA).

En 1995, selon des données qu'a diffusées le rigoureux analyste londonien Issac Bigio, Henry Kissinger fut engagé comme conseiller de « l'Union Oil Company of Californie » (Unocal) et de la multinationale saoudienne 'Delta', pour négocier la construction d'un gazoduc entre le Turkménistan et l'Afghanistan qui transporterait le gaz turkmène vers le Pakistan, marché contrôlé par les États Unis. Dans cette négociation, explique Bigio, on a obtenu que le gouvernement afghan du mullah Omar établisse des contacts avec le gouvernement Clinton, qui, influencé par Kissinger, a essayé d'oublier les objections des organismes des droits de l'homme devant les abus de la théocratie talibane. Les talibans étaient même venus à Washington pour négocier l'utilisation de leur territoire pour la construction du gazoduc. La situation a changé avec l'arrivée de Bush Jr. au pouvoir, qui a opté pour la guerre pour imposer les intérêts américains en Afghanistan.

A la fin 1998, 'Unocal', sur recommandation de Kissinger, a déjà commencé à se retirer du consortium pro-gazoduc afghan. 'Le problème qu'avait Unocal pour investir en Afghanistan était qu'il fallait pour cela une reconnaissance politique préalable par Washington des talibans', affirme Bigio ; mais les hostilités de Bush vers le régime théocratique étaient incessantes jusqu'aux attaques du 11 septembre. Après l'invasion américaine de l'Afghanistan, Unocal a repris son projet du gazoduc turkmène et Kissinger a continué comme conseiller de cette entreprise.

Le président de la filiale Sempra LNG, chargée de construire les terminaux de réception du gaz naturel au Cameroun et sur la Côte Bleue de la basse Californie, est l'ingénieur Darcel Huce, qui jusqu'à 1999 a présidé les filiales d'Unocal en Asie du Pacifique avec un siège à Singapour, d'où Unocal a obtenu de contrôler les gisements de la Thaïlande, du Vietnam et de l'Indonésie.

Un autre homme important dans la structure exécutive de Sempra est l'investisseur et industriel Neal Schmale, qui vient d'être nommé Vice Président Exécutif de 'Sempra Energy'. Entre 1997 et 1998 Schmale a été aussi le principal financier de 'SoCalGas' (l'intermédiaire entre 'Unocal' et 'Sempra') et fut directeur financier d'Unocal elle-même. Sempra en Amérique du Sud

Cette entreprise californienne a développé ses activités vers le Sud de manière intensive, en faisant dépendre ses investissements énergétiques de la faisabilité virtuelle d'accéder aux matières premières boliviennes (LNG). 'Sempra Internationale', en tant que filiale de 'Sempra Energy Global Enterprises', est propriétaire en Argentine de 43% du capital des entreprises distributrices du gaz naturel, 'Sodigas pampeana', 'Sodigas del sur' et du 'Groupe Camuzzi', qui dans l'ensemble contrôlent un tiers du gaz naturel qui est distribué dans le centre et le sud argentin avec un marché de plus d'un million d'utilisateurs.

Au Pérou, associée paritairement avec la 'PSEG Globale américaine', 'Sempra Energy International' contrôle 85% des actions de 'Luz del Sur', le second plus grand distributeur d'électricité du pays inca qui fournit de l'énergie à plus de 700.000 utilisateurs dans la zone métropolitaine sud de Lima et un tiers de toute l'électricité utilisée dans tout le Pérou.

Et au Chili, 'Sempra Energy International' et 'PSEG Global' le troisième plus grand distributeur d'électricité sont la propriété de 'Chilquinta Energía S.A', de ce pays. 'Chilquinta Energía' et ses filiales offrent des services à 470.000 utilisateurs dans le centre du Chili.

Les deux partenaires américains sont aussi les propriétaires d' 'Energas' - qui distribue du gaz naturel à 34.000 utilisateurs au Chili - et 'Tecnored', une entreprise de services énergétiques.

Toutefois, après les événements provoqués en Bolivie en octobre 2003 et devant l'incapacité des partenaires de la 'Sempra' groupés dans le consortium 'Pacific LNG' (Repsol, British Gaz et British Petroleum) pour transférer le gaz bolivien dans les ports chiliens, l'entreprise californienne a annoncé au début de cette année sa décision d'abandonner les pays andins et de céder la totalité de ses actions à 'PSEG Global', qui à son tour par le biais de son représentant, le chef d'entreprise Chilien Eduardo Novoa, a annoncé, toutefois, qu'il investirait 15 millions de dollars pour installer une turbine à gaz naturel de 47 megawatts dans la Province de Concepcion, près à la frontière avec l'Argentine.

La connexion Floride-Chili

Dans le projet de la 'Sempra' et de la 'Pacific LNG', la construction du gazoduc entre la Bolivie et le Chili est d'une importance stratégique, comme l'a été vers le milieu des années 90 le gazoduc turkmène d'Unocal entre l'Afghanistan et le Pakistan. Les causes, au-delà des raisons économiques liées au faible investissement qu'impliquerait ce projet par rapport à l'alternative d'un gazoduc prolongé au Pérou, sont fondamentalement de nature géostratégique.

Une alliance énergétique entre deux pays andins comme le Pérou et la Bolivie ne convient pas aux Etats-Unis, deux pays où règne une population majoritairement indigène, quechuas et aymaras, liés en outre à la culture de la feuille de coca contre laquelle les Etats-Unis ont établi depuis des décennies une guerre nommée à tort 'contre les drogues'.

En contrôlant le gaz naturel et en maintenant la culture de coca, les populations indigènes de la Bolivie et le Pérou seraient irrémédiablement alignées dans l'"Axe du Mal" qui obsède tant les américains. Seulement le Chili, avec sa solide économie de libre marché, son commerce dynamique, ses institutions modernisées, sa puissante armée et sa faim vorace d'énergie gazière, peut agir comme une digue de retenue devant la montée indigène des Andes du Pérou et Bolivie. Pour cette raison, le gazoduc bolivien doit aboutir nécessairement à un port Chilien pour fortifier l'économie elle-même de ce pays qui traverse une crispante crise énergétique qui est l'effet de sa croissance industrielle accélérée.

Voilà qui est un raisonnement inamovible parmi les entreprises américaines, transformé en raison d'État et en question juridique. Et c'est ici que l'association 'Kissinger-McLarty' commence à jouer un rôle décisif.

Thomas McLarty, le partenaire de Henry Kissinger dans ce lobby malveillant, est la personne chargée de poursuivre l'opération LNG de la Bolivie au Chili, en jouant ses propres cartes.

McLarty est un chef d'entreprise du secteur automobile, propriétaire de la compagnie « Asbury Automotive Group » de l'Arkansas <http://www.asburyauto.com/nerve/home.html>, qui prétend être le porte drapeau de la substitution de l'essence polluante par des combustibles propres comme le gaz naturel ; et pour cela même, cette entreprise a fait d'importants investissements dans le secteur énergétique comme actionnaire principal de « Arkla Gaz Inc ».

En suivant l'exemple de Kissinger, son mentor et partenaire, McLarty a aussi fait des incursions, avec succès, dans la politique internationale comme conseiller des affaires internationales dans les gouvernements démocrates de Jimmy Carter et Bill Clinton, ainsi que dans l'actuel gouvernement républicain du président George Bush.

En 1998, comme envoyé de Clinton, McLarty a été celui qui a organisé le « Sommet des Amériques » qui s'est tenu en avril de cette année là à Santiago du Chili, où on a défini les premières règles de l'Accord de libre Commerce pour les Amériques (ALCA).

McLarty a des intérêts au sein de l'économie Chilienne, comme partenaire du milliardaire chilien Andrés Bursic dans des investissements miniers et énergétiques comme c'est le cas pour la mine La Escondida et le gazoduc TransAndino qui transporte le gaz de l'Argentine au Chili.

Le partenaire de Kissinger est aussi un des principaux promoteurs du Traité de libre Commerce (TLC) que s'apprêtent à signer les gouvernements des États-Unis et du Chili. De même, McLarty est la tête d'un groupe de pression formé par des chefs d'entreprise membres de l'extrême droite, 'Florida Free Trade Sector of the Americas' (FTAA), qui lutte pour imposer Miami comme siège mondial de l'ALCA. Et il n'est pas accidentel que Miami soit la base d'opérations du consortium 'Kissinger McLarty' pour obtenir la construction du gazoduc Bolivie-Chili dans une stratégie qui dispose du soutien bien payé de personnages comme l'ex-ambassadeur à La Paz Manuel Rocha.

Il s'avère intéressant d'observer comment, dans la liste d'affiliés à la Chambre de Commerce Chileno-américaine, parmi plus de 250 compagnies américaines, figurent des signatures comme Bacardi, la Banque de Crédit d'Investissements de Miami, Bechtel Corporation, CFR, Lockheed Martin, Sempra Energy, et même Steel Hector et Davis (qui n'agit encore pas officiellement au Chili) et Florida FTAA. Ces groupes possèdent des bureaux opérationnels à Miami et à Santiago ; et toutes ont des liens avec le réseau monté par 'Kissinger McLarty Inc.'.

Hypothèse de guerre Chili-Bolivie

'Kissinger McLarty Associés' sont même des membres honoraires et financiers du Center for Strategic & International Studies (CSIS), un groupe pseudo universitaire lié à l'Agence Centrale d'Intelligence (CIA) qui promeut des opérations d'intelligence dans les pays de l'hémisphère avec des objectifs comme 'aider à développer de nouvelles méthodes de gouvernement pour l'ère global'. Cet organisme est dirigé par John Hamre, un ex-fonctionnaire du Département de Défense (le Pentagone) et a recruté parmi ses experts plusieurs universitaires latino-américains dont nous identifions les boliviens Robert Laserna, Fernando Calderón et Eduardo Gamarra.

Une des tâches développées par le CSIS vise à déterminer des actions d'"alerte précoce" pour neutraliser de

possibles foyers de violence sociale qui pourraient dériver dans des "actes de terrorisme", c'est pourquoi n'est pas écartée l'utilisation "préventive" de forces militaires multinationales.

Dans le cas de la région andine, la persistance de la culture de la coca combinée à la défense indigène des ressources naturelles comme le gaz, en Bolivie, ont concrètement été l'équation explosive qui a expulsé du pouvoir à Sánchez de Lozada. Cette grande rébellion indigène focalisée dans la ville aymara de El Alto a donné aux théoriciens du CSIS l'idée qu'en Bolivie et au Pérou pourrait apparaître un fondamentalisme ethnique semblable à l'islam. Cette hypothèse sert à justifier la chute de Sánchez de Lozada, qui lui est considéré comme une victime, presque comme un héros, dans les cercles sensibilisés par Kissinger et McLarty. Le même Sánchez de Lozada émet un discours, visant à l'opinion publique bolivienne elle-même en utilisant des médias de communication américains, sur le thème que notre pays court le risque de se transformer dans **'un nouvel Afghanistan aux mains des talibans aymaras'**.

Avec ces messages, Sánchez de Lozada est parvenu à réarticuler ses cadres loyaux dans le MNR, son parti, qui ont repris la tête de cette organisation pour empêcher le bras de fer avec le Congrès de Bolivie sur sa traduction en justice pour sa responsabilité dans les massacres produits en 2003.

Devant l'avance des "talibans aymaras", dans une situation extrêmement semblable à celle qui s'est produite en octobre 2003, en cas de résistance indigène à la construction du gazoduc via le Chili (aujourd'hui bloqué en partie grâce au referendum de juillet), qui obligerait les Forces Armées boliviennes à prendre parti pour les initiatives nationalistes des indigènes, on n'écarte pas une intervention militaire du Chili en territoire bolivien. Considérant en plus qu'en Bolivie prévaut ce que Gamarra appelle la "culture de la mobilisation", c'est-à-dire l'utilisation permanente de l'action directe par la société civile bolivienne pour induire des actions d'un État faible et corrompu, tout simplement vulnérable devant toute menace externe.

De fait, le Chili, pays que les américains aiment comparer à l'Israël (et les Indiens des Andes avec les palestiniens) dispose aujourd'hui d'un arsenal sophistiqué dont nous avons rendu compte dans les éditions d'El Nuevo Herald du 21 mars et du 9 mai de cette année.

C'est justement Thomas McLarty, pas par hasard, qui avec le chef du Pentagone Donald Rumsfeld est intervenu depuis l'administration de George W. Bush pour que le gouvernement Chilien puisse acheter des Etats-Unis dix avions chasseur-bombardier F-16 équipés avec des missiles amraam, avec une flotte navale constituée par des frégates Spruance capables de porter des centaines de missiles Tomahawk, et des chars Leopard ultramodernes qui ont transformé le Chili en première puissance militaire d'Amérique du Sud, ce qui lui donne force pour refuser d'admettre la proposition bolivienne de négocier le gaz au lieu de restituer à notre pays son accès souverain à la mer usurpé depuis 1879.

La frontière chileno-bolivienne est une authentique poudrière qui pourrait exploser à tout moment. Il existe des points de tension beaucoup plus sensibles que ceux qui ont produit la guerre du Pacifique en 1879, comme l'actuel conflit sur les sources du Silala ou sur les ressources du salin d'Uyuni, la plus grande réserve mondiale du lithium.

En cas de résistance nationale au transfert inconditionnel du gaz bolivien au Chili, qui dépend encore de l'approbation d'une nouvelle Loi de Hydrocarbures qui met déjà sous tension le climat fragile politique de la Bolivie, une solution armée, par l'intermédiaire d'une intervention militaire Chilienne, n'est pas écartée dans les calculs des stratèges américains. L'option 'Tuto' Quiroga.

Les idéologues et lobbyistes du projet LNG bolivien pour le Chili ont encore des espoirs d'atteindre leurs objectifs par des voies pacifiques et concertées ; mais ils sont persuadés que cet objectif ne pourra pas être atteint sous l'actuelle administration de Carlos Mesa.

Les américains ont décidé de parier pour relancer la piste Jorge 'Tuto' Quiroga Ramirez : sous sa présidence par intérim après le décès de Hugo Banzer , on a entrepris le projet de la Pacific LNG. Quiroga est compromis à fond avec le choix de livrer le gaz aux Chiliens et dans les conditions préalablement signées pendant son gouvernement (qui excluent de l'affaire du gaz, la possibilité de l'accès maritime souverain pour la Bolivie), quand Manuel Rocha exerçait comme ambassadeur à La Paz. Cette option impliquerait en tout cas d'attendre la fin du mandat de Mesa et de promouvoir avec toute leur force la candidature présidentielle de Quiroga pour les élections de 2007. Derrière « Tuto » Quiroga se réalignerait Sánchez de Lozada et les siens, tandis qu'au Parlement bolivien le MNR et ses alliés se chargeraient de refroidir les demandes de jugement pour responsabilités par les morts du 2003.

Cette stratégie a été récemment définie lors d'un grand « cabildeo » (assemblée) organisée par le nommé « Groupe de Travail pour le Dialogue Interaméricain », spécialisé en organisation de conférences et de séminaires avec participation de personnalités éminentes du continent, dirigé pas moins que par Thomas McLarty.

Les conférenciers et des hôtes permanents de ce forum, son outre Jorge Quiroga Ramirez, l'ex-président Sánchez de Lozada et l'ex-ambassadeur Manuel Rocha, une centaine des politiciens et chefs d'entreprise du continent.

Dans les exemplaires dont dispose El Nuevo Herald de « The Newsletter of the Inter-American Dialogue » , porte-parole officiel de ce forum, on observe des photos de Quiroga Ramirez et de Sánchez de Lozada discutant avec la plus haute lignée diplomatique de l'hémisphère. Dans l'édition de février 2004, la revue nous informe que 'Tuto' Quiroga a partagé l'avant-scène avec l'ex-président Cardoso du Brésil et avec l'auteur péruvien Mario Vargas Llosa.

Et dans une édition récente datée de septembre de cette année, 'The Newsletter of the Inter-American Dialogue' ouvre sa première page avec une importante photo montrant Sánchez de Lozada avec Enrique García de la CAF et de l'ambassadeur argentin José Octavio Bourdon, lors d'une dernière rencontre à Washington. Dans une autre page on observe Jorge Quiroga avec le président de la BID Enrique Iglesias et le costaricain Miguel Angel Rodriguez dans ses premiers pas comme Secrétaire Général de l'OEA. Dans cette même édition, 'The Newsletter of the Inter-American Dialogue' on apprend que l'ex-président Quiroga a été nommé membre de la Directive de 'Dialogue Interaméricain', avec la dominicaine Elena Viyella de Paliza, presidente du Groupe Inter Chimique de la République dominicaine.

Traduction de l'espagnol de : Estelle et Carlos Debiasi

[BOLPRESS](#), 26 septembre le 2004